

## UNE SOCIÉTÉ D'EXCEPTION DANS L'EUROPE FÉODALE(\*)

L'histoire des institutions espagnoles du moyen-âge est presque inconnue hors d'Espagne. Cela, parce qu'on ne prête pas, en Europe, beaucoup d'attention à nos travaux, et aussi en grande partie par la faute des historiens espagnols, qui n'ont pas réussi à éclairer entièrement les ténèbres où se trouve son histoire, et moins encore à faire connaître à leurs confrères de ce côté des Pyrénées les résultats de leurs recherches.

C'est pour ça que je me suis décidé à solliciter votre attention:

---

(\*) Hace muchos años leí en Francia esta conferencia. Anticipé en ella ideas que habría de desarrollar en diversos estudios. En *Pequeños propietarios libres en el reino astur-leonés. Su realidad histórica en XIII Settimana di Studio del Centro Italiano di Studi sull'Alto medioevo*, Spoleto, 1966. En mi libro *Despoblación y Repoblación del Valle del Duero*, Buenos Aires 1966. Y en otra monografía: *Los hombres libres en el reino astur-leonés hace mil años en Cuadernos de Historia de España 59-60* (1976).

Creo que este anticipo de mis teorías no sólo puede ser útil para conocer un resumen de las mismas, sino mi antigua preocupación por un tema muy importante de nuestra historia institucional. Y a la par para juzgar mis métodos de trabajo científico.

Pensé, al tropezar con el texto francés de mi remota disertación, en traducirlo al castellano, pero me ha parecido innecesario porque es conocido el dominio de la lengua francesa por los cultores españoles de la historia del derecho que rinden hoy homenaje a Alfonso García-Gallo.

Hubiera querido participar en él con una monografía erudita, pero ello me habría requerido un esfuerzo que no puedo realizar ahora, dado mi estado de salud. Y además, en el tomo VII de la *Historia de España*, de Menéndez Pidal, aparecerá en fecha próxima la totalidad de mis teorías sobre la historia constitucional astur-leonesa y habría debido reproducir aquí algunas de sus páginas. Sirvan éstas, al menos, para unirme al grupo de quienes hoy agasajan a Alfonso. Yo le he rendido frecuentes homenajes al combatir detenida pero paternalmente —perdóneseme este calificativo— algunas de sus teorías.

pour quelques instants. Si je me permets de le faire, c'est, de plus, parce que je crois que la connaissance des institutions espagnoles du moyen-âge pourra vous être profitable —en raison avant tout de leurs singularités—. Etant donné le noyau primitif qui nous est commun ces singularités pourront vous aider à mieux connaître votre histoire. Pour bien faire il faudrait d'abord qu'on étudie leurs causes. C'est là une oeuvre de longue haleine que je ne peux pas entreprendre aujourd'hui. Je veux pourtant vous parler d'un problème que je considère comme de tout premier ordre pour comprendre ce particularisme médiéval.

Je ne voudrais pas prendre parti dans la polémique soutenue par quelques historiens européens bien connus à propos de l'existence d'une grande propriété et de la disparition des petits propriétaires libres à l'époque carolingienne. Il me semble qu'à la vérité ils ne se trouvent séparés que par une question de quantité. Les auteurs qui se sont élevés contre la théorie d'Inama Sternery ne vont pas jusqu'à nier le rôle prépondérant de la grande propriété dans le régime agraire carolingien. Et s'ils ne croient pas à la disparition totale des petits propriétaires libres à cette époque, leurs efforts mêmes pour démontrer l'existence çà et là de groupes de ces hommes libres, prouvent à l'évidence qu'ils étaient assez rares.

Il faut distinguer, j'en conviens, entre la grande propriété et la grande exploitation, et entre le propriétaire et le travailleur libre —question périlleuse, d'autre part, que celle de la liberté personnelle au moyen âge—. Et même si le nombre des petites exploitations et des hommes libres augmente au fur et à mesure que le régime féodal s'enracine en Europe, on ne saurait nier qu'aux siècles carolingiens on n'ait vécu sous le signe de la grande propriété.

Quelle différence profonde, à cette époque là, entre l'Europe occidentale et l'Espagne chrétienne! Tous ceux qui se sont adonnés à l'étude des institutions de l'un quelconque des royaumes issus de l'empire carolingien ou ayant subi son influence seraient bien surpris s'ils tournaient les yeux vers le nord de ma patrie —vers les territoires où deux fois par an, à l'automne et au printemps, les chrétiens se battaient contre les maures, rendant ainsi à

l'Europe un service jamais estimé, hors d'Espagne, à sa juste valeur.

Là-bas on trouve, partout, d'innombrables traces de petits propriétaires libres. On les relève sans aucune peine. Les chartes nous montrent qu'ils étaient à la base de la société agraire des royaumes de León et de Castille. Naturellement, ne sont parvenus jusqu'à nous que des documents d'anciens couvents et de certaines églises. Nous ne possédons pas de Capitulaires ni d'ordonnances royales d'aucune sorte. Mais, malgré le caractère unilatéral de nos sources, les conclusions que nous en pourrions tirer n'en seront pas moins certaines : les cartulaires et les collections diplomatiques de tous ces cloîtres et cathédrales offrent autant et davantage de documents enregistrant des actes juridiques signés par des laïques que d'actes concernant les monastères et les églises; et il suffit d'ouvrir un de ces cartulaires ou de nous plonger dans une de ces collections diplomatiques pour voir au premier coup d'oeil quelle masse énorme de propriétaires petits et moyens fourmillait d'un bout à l'autre du royaume.

Les cartulaires de Celanova et de Sobrado en Galice, ceux de Sahagun et de l'église léonaise dans le royaume de León, et celui de Cardaña en Castille nous ont conservé des centaines et des centaines de documents du neuvième et du dixième siècles, grâce auxquels nous pouvons suivre l'activité juridique de ces petits et moyens propriétaires.

Ces chartes enregistrent d'innombrables donations, ventes, échanges, faits par ces propriétaires libres aux églises ou couvents qui nous ont transmis les actes. Ces églises ou couvents, récemment fondés, commençaient alors à former leurs domaines territoriaux. Ils recevaient de généreuses et splendides faveurs des rois, et ils profitaient aussi de la foi ardente de la population rurale des environs et de ses difficultés, pour acquérir moyennant diverses formules juridiques à la mode, de petites parcelles de terre, arrondissant ainsi leurs biens, chaque année plus considérables.

Mais je n'oserais pas parler comme je viens de le faire et comme je le ferai, des hommes libres et des petites propriétés de cette époque en Espagne, si les cartulaires de Celanova, Sobrado, Sahagún, Cardaña, León, etc., ne nous avaient transmis que des

témoignages de ces donations, ventes ou échanges, dont les églises et les cloîtres constituèrent le noyau de leur fortune territoriale des siècles suivants: ces documents sont évidemment des preuves incontestables de l'existence de petits propriétaires libres, mais ils ne seraient pas suffisants pour nous donner la certitude que ceux-ci étaient aussi innombrables que je viens de l'assurer, et qu'ils jouèrent un rôle de premier plan dans la société espagnole de cette époque là.

Les mêmes cartulaires et les mêmes collections diplomatiques trouvées dans ces églises et couvents, et dans plusieurs autres de toutes les contrées du royaume, viennent à notre secours et nous permettent de donner des renseignements plus décisifs. Des centaines et des centaines de chartes montrent les propriétaires petits et moyens jouissant de tous les droits découlant d'une pleine liberté individuelle. Nous les voyons s'engager entre eux par contrat, de telle façon qu'il ne reste plus le moindre doute sur leur nombre et sur leurs biens. Ils se vendent, se donnent ou échangent des terres d'extension très réduite et de valeur insignifiante. Souvent les textes précisent, pour fixer l'extension des champs vendus, qu'il ne faut, pour les ensemercer, que sept, cinq et même trois picotins de grain; parfois ils attestent que le vignoble, la pommeraie, la linière, le pré, l'enclos ou la terre à blé, a été acheté pour deux sous ou pour trois *modius* de blé; parfois même on peut établir qu'une partie de la linière, de la pommeraie, du pré, du vignoble ou du champ a été vendue pour quelques picotins de seigle ou d'orge.

Nous ne voyons presque jamais que ces petits propriétaires payent une amende avec leurs terres ou leurs vignobles, même quand il s'agit d'un petit délit. Les cartulaires galiciens, léonais ou castillans offrent au contraire de nombreux documents attestant que l'un de ces malheureux propriétaires s'est jeté aux pieds du comte ou du seigneur, lui demandant la grâce de ne pas entrer en servitude comme débiteur insolvable. Il était obligé de faire cette humble démarche, car même en cédant toutes ses terres il ne serait pas arrivé à payer la «*calumnia*», comme disent les textes espagnols du moyen-âge.

Enfin nous pouvons constater l'existence de nombreux petits villages entièrement libres, qui engageaient des procès ou sig-

naient des contrats en toute liberté avec des évêques, des monastères ou des seigneurs. Dans les seuls environs du cloître de Cardena en Castille nous voyons que jouissaient de ces droits: les villages de Sainte Marie, Quintanilla, Castañares, Villa Añita, Salinas, Agusyn, Villavascones. En 932 les quatre premiers soutinrent devant le comte Fernan González un procès contre le monastère de Cardena sur une affaire d'eaux. Les habitants de Salinas chicanèrent en 943 avec le cloître de la Cagulla sur le droit d'exploitation de certaines aires et mines de sel. Les hommes d'Agusyn donnèrent en 972 au comte indépendant de Castille Garcia Fernández, la ferme de Lomba pour obtenir de celui-ci l'exemption de la *castellaria*, gabelle de droit public à cette époque dans le royaume de Leon. Et elle est pleine d'intérêt cette charte de 956, qui nous révèle que les habitants de Villavascones s'étaient engagés à construire le canal du moulin au couvent de Cerdeña, à la condition de pouvoir profiter ensuite de l'eau pour arroser leurs potagers et leurs champs.

Ces petits propriétaires, parfois groupés comme nous venons de voir en petits villages, qui osaient se quereller ou s'engager par contrat avec les évêques, les abbés ou les comtes, fourmillaient partout. Mais particulièrement dans les plaines de Castille ou de León, où ils formaient, j'en suis convaincu, la grande majorité de la population rurale et urbaine. Si je n'hésite pas à l'assurer, c'est qu'outre les témoignages positifs que je viens d'alléguer, je peux invoquer bien d'autres raisons. Je vais commencer en relevant une contre épreuve intéressante. Les documents de ces contrées sont pleins de renseignements précieux sur les activités juridiques des propriétaires libres, et il ne faut aucun effort pour les voir vivre sous la protection des remparts des villes fortes, ou même dans les champs, éloignés de tout château-fort. Mais on ne peut pas suivre les traces des laboureurs de condition servile ou en semi-liberté, s'il est permis d'employer encore ce mot qui déplaît à certains de nos confrères.

Qui veut trouver dans les plaines castillanes ou léonaises des traces sûres colons ou de serfs de cette époque se heurte à de très grandes difficultés, à des difficultés presque insurmontables. Ils n'ont laissé presque aucun vestige dans les documents parvenus

jusqu'à nous, documents, néanmoins comme nous l'avons déclaré au commencement, tous d'origine cléricale.

Le silence que presque tous les textes de l'époque gardent au sujet des serfs et des tenanciers de cette contrée vient confirmer la conclusion que nous avons déjà tirée: qu'il existait une abondante population rurale et urbaine de petits propriétaires libres. Il n'est pas étonnant que des documents trouvés dans des archives d'églises et de cloîtres restent muets sur des hommes dont le nombre est insignifiant. Ce silence des actes castillans et léonais c'est la contre partie naturelle du bavardage des chartes sur la masse énorme des propriétaires libres disséminés dans la plaine.

Bien mieux: on peut suivre à travers les siècles les traces de cette population libre. Plusieurs de ses propriétés finirent par tomber entre les mains des couvents et des églises que la foi des nouvelles générations fit fleurir partout dans les royaumes. Dans leur générosité elles placèrent les terres et les documents concernant leurs anciens propriétaires du neuvième et dixième siècles sous la garde des cloîtres, et c'est ainsi que nous pouvons découvrir dans l'Espagne chrétienne de cette époque les hommes libres en question. Beaucoup de leurs descendants ruinés par leurs largesses envers l'Eglise par l'effet tout naturel du temps, par les divisions successives, des propriétés petites et moyennes de leurs aïeux devront quelques siècles plus tard labourer comme tenanciers au service de cathédrales, de couvents ou de seigneurs les mêmes terres à blé, les mêmes vignobles et les mêmes linières, qui à l'origine avaient appartenu à leurs familles. Ces descendants ruinés et les nouveaux colonisateurs arrivés dans la contrée formèrent aux douzième et au treizième siècle la classe des solariegos c'est à dire à cette époque le noyau de la société rurale castillane. Mais ces colons tardifs conservaient intacte la pleine liberté personnelle de leurs ancêtres, les petits propriétaires libres. Cette liberté des tenanciers des plaines de León et de Castille, arrêtée plusieurs centaines d'années après le dixième siècle, vient confirmer les conclusions que les chartes d'avant l'an mille nous avaient permis de tirer.

Et ces tenanciers ne furent pas les uniques successeurs des propriétaires libres du dixième siècle. Ceux-ci ne disparurent pas

tout à fait. Si beaucoup de leurs descendants se ruinèrent et changèrent de situation économique, beaucoup d'autres conservèrent cependant, avec leurs primitives libertés, leurs terres. Leurs agglomérations formèrent au douzième et treizième siècles les grandes villes royales ou de petites municipalités rurales libres, c'est à dire des municipalités dont la plupart restaient encore à cette époque soumises au pouvoir royal. Si parfois certains de ces villages rivaux tombèrent sous la domination d'un abbé, d'un évêque ou d'un seigneur, cela n'empêcha pas les habitants de conserver leurs libertés personnelles et la propriété de leurs champs.

Beaucoup d'autres de leur descendants au treizième et quatorzième siècles, soit isolés dans des milieux soumis au pouvoir du roi, d'un abbé, ou d'un laïque, ou groupés dans d'autres villages libres, conservaient non seulement leurs propriétés et leurs droits, mais encore des privilèges exceptionnels dans l'Europe de cette période-là. Je parle des hommes et des villages de *behetría*, qui avaient encore après l'an treize cents la liberté de choisir leur seigneur et de changer de seigneur sept fois par jour, de choisir leur seigneur au quatorzième siècle, alors que, en Castille, les aristocraties cléricale et laïque faisaient obéir jusqu'aux rois. Rien ne pourrait nous donner une idée plus exacte du nombre et de l'importance de ces propriétaires libres du dixième siècle que les chiffres du grand cens castillan de 1353; il ne comprend qu'un petit morceau du royaume de Castille, la partie de la Vieille Castille que limitent le Duero et la mer en excluant toute la Bureba. Et pourtant il enregistre dans cette seule région au début de la seconde moitié du quatorzième siècle six cents cinquante-neuf villages de *behetría*, capables de choisir et de changer de seigneur. Pourrait-on douter du nombre extraordinaire des propriétaires libres du royaume avant l'an mille, si ceux de leurs descendants qui avaient réussi à échapper à la domination d'une église ou d'un noble, mais qui n'avaient pas pu rester directement soumis au pouvoir royal se trouvaient encore en l'an treize cent cinquante trois dans six cent cinquante neuf villages, dans une partie seulement de la Vieille Castille?

Mais je ne croirais pas m'être complètement acouitté de ma tâche d'aujourd'hui en vous faisant connaître l'existence de cette

population libre dans l'Espagne chrétienne des neuvième et dixième siècles. Un problème se présente à nous tout d'abord: comment expliquer ce phénomène si exceptionnel à cette époque en Europe occidentale. On peut dévoiler le mystère; l'histoire politique nous permet de découvrir les raisons de cette exception.

Au Moyen-Age toutes les colonisations que la chrétienté a connues ont eu pour résultat la formation d'une masse rurale plus ou moins libre. Tel a été le cas par exemple, des colonisations du centre et de l'est de l'Europe. Mais jamais on ne vit réunies autant de circonstances favorables à la naissance et au développement d'une telle population libre de propriétaires petits et moyens que dans le royaume de León et en particulier dans la vallée du Duero à la fin du neuvième et au commencement du dixième siècle. Les colonisations du centre et de l'est de l'Europe furent réalisées par des peuples ou des empires où florissaient déjà des aristocraties non seulement puissantes au point de vue politique mais aussi riches en forces économiques et humaines. Elles eurent lieu en outre dans des contrées qui n'étaient pas désertes, quoique elles offrissent encore de grandes étendues de terres à défricher.

Tel ne fut pas le cas de l'Espagne. Lorsque les petits souverains des Asturies descendirent du haut de leurs montagnes vers les plaines de la vallée du Duero, leurs avant gardes ne trouvèrent qu'un vaste désert, borné au midi par la ligne du grand fleuve. Ils essayèrent de le coloniser et se hâtèrent avant tout de le repeupler; mais ils n'auraient jamais réussi à accomplir cette besogne par leurs propres moyens, bien pauvres encore, et pas davantage s'ils avaient chargé de cette tâche leurs aristocraties, qui à l'époque ne comptaient pas.

L'existence, au neuvième siècle, d'un vaste désert entre le Duero et la chaîne de montagnes qui s'étend au nord de l'Espagne des Pyrénées à la Galice, est un fait historique que plusieurs raisons expliquent et que plusieurs textes viennent démontrer. A en juger par les restes que l'antiquité romaine a laissés dans cette contrée, elle ne fut jamais habitée par une population très dense ni très nombreuse. Un texte arabe nous parle des ravages qu'elle eut à souffrir dans la première moitié du huitième siècle à cause d'une formidable épidémie de variole qui décima l'Espagne et en parti-

culier cette région. D'autre part, nous savons que pour échapper aux troubles que suscitèrent la conquête et l'établissement des musulmans, de nombreux habitants des contrées centrales et méridionales de la péninsule s'enfuirent vers les Asturies et la Galicie au lendemain de l'invasion arabe; et cet exode a dû être encore plus important dans ces plaines du Duero, si voisines des régions montagneuses. Les berbères qui sous le commandement des chefs arabes avaient conquis l'Espagne, remplacèrent les chrétiens fugitifs. Mais ces berbères, mécontents des territoires que la minorité dirigeante d'orientaux leur avait attribués lors du partage du butin, et en même temps surexcités pour des motifs religieux, se revoltèrent un jour, vers la moitié du huitième siècle, contre les arabes du sud; et pour les combattre aux bords du Tajo et du Guadiana, ils quittèrent en masse les régions qu'ils avaient habitées jusqu'alors. Les braves montagnards chrétiens du nord en profitèrent pour faire d'audacieuses chevauchées, pour parcourir le plateau central que le Duero arrose, et pour emmener, bon gré, mal gré, vers leurs montagnes semi-désertes, les quelques habitants chrétiens de cette contrée qui avaient survécu aux invasions barbares et musulmanes, à la variole et à la misère.

Quand, après quarante ans de guerres civiles, les musulmans espagnols essayèrent de soumettre les chrétiens du nord, ils se trouvèrent en présence d'une immense forteresse naturelle, protégée par le rempart presque inaccessible d'une gigantesque chaîne de montagnes, et par les plaines dépeuplées de Léon et de Castille, glacis de la formidable citadelle. Pendant plus d'une demi-siècle les émirs de Cordoue se heurtèrent à la résistance du royaume des Asturies. Il y avait bien encore sur le plateau castillan-léonais des restes de population chrétienne ou musulmane attachés à la terre ou errants avec leurs troupeaux, mais la vie fut pour eux chaque jour plus difficile dans cette contrée maudite, ravagée sans merci, successivement, par les armées cordouanes et asturiennes, chaque printemps et chaque automne.

Après tant d'événements contraires, la dépopulation du plateau dut être bien complète. Et en effet, beaucoup de témoignages d'origine différente la confirment. Il y a avant tout, plusieurs textes arabes qui nous parlent de ce désert qui s'interposait entre l'Espagne islamite et l'Espagne chrétienne. Aben Alcutia raconte que

le rebelle Sadun, ne pouvant pas tenir tête aux troupes de l'émir, se refugia dans le désert au nord de la frontière musulmane. Abderramen II, dans les vers qu'il dédia à sa favorite en revenant d'une des invasions du royaume asturien, lui décrivait les souffrances qu'il eut à supporter en traversant l'affreux désert poussiéreux. Pour l'éviter, dans la seconde moitié du neuvième siècle—au moment où la dépopulation du plateau fut complète—, les armées cordouanes, au lieu de s'enfoncer dans les plaines de Castille et de León, allongeaient leur route de quelques centaines de kilomètres, gagnaient Saragosse, remontaient l'Ebre, entraient en Castille tout près du pays basque et s'avançaient vers l'ouest en traversant les contrées voisines des montagnes, que les rois asturiens venaient de repeupler. En encore au dixième siècle, un siècle après les grands travaux de colonisation intensive d'Alphonse III et de ses fils, le calife En Nasir, dans une de ses campagnes—d'après ce que nous raconte Abenadari—, eut à traverser pendant cinq jours le désert pour gagner la vallée de l'Ebro en partant des sources du Duero.

Les chroniques et les documents chrétiens nous offrent d'innombrables témoignages du formidable effort de repeuplement qui fût réalisé dans les terres prises à l'ennemi par tous les souverains qui se succédèrent pendant plus d'un siècle sur le trône des Asturies et de León. Il y a enfin d'autres preuves d'ordre très différent qui viennent à l'appui des textes arabes et latins. Il est presque impossible, dans cette contrée dont nous parlons, de suivre la trace des voies romaines, de reconstituer les limites des anciens évêchés, provinces, districts romains ou wisigoths; ou de retrouver les emplacements des villes et des villages romains, même les plus importants et les plus connus à travers les oeuvres et les inscriptions latines. Presque toutes les agglomérations y portent des noms qui n'ont rien à voir avec ceux de l'époque romaine. Et quand l'un de ces vieux noms s'est conservé—et c'est une exception extraordinaire— la ville ou le village moderne est toujours situé loin de l'emplacement de la ville ou du village primitif dont ils ont gardé le souvenir. On pourrait croire qu'un gigantesque rouleau a écrasé les débris des villes et villages romains faisant disparaître jusqu'à leurs vestiges de la surface de cette plaine sans borne de Castille.

et de Léon. Ce résultat est dû à la dépopulation de la contrée attestée par les textes musulmans et chrétiens.

Mais si dans les terres qui seront colonisées par le roi d'Asturie il n'y avait que des ruines, dans les montagnes du nord d'où devaient venir les colonisateurs, les seigneurs ne disposaient pas non plus d'assez de serviteurs ni de biens susceptibles d'être transportés vers le sud. Si les plaines de Castille et de León n'avaient pas de population rurale capable de travailler le sol sous les ordres des conquérants, dans les gorges et les pics des Asturies il n'y avait pas non plus un vrai royaume, il n'y avait que de pauvres montagnards à cheval sur leur montagne, toujours aux aguets, toujours prêts à s'enfoncer dans leurs forêts, à se réfugier dans leurs châteaux quand les armées cordouanes s'approchaient et à se jeter sur le plateau voisin quand l'ennemi disparaissait à l'horizon.

Ces montagnards qui constituaient la majorité de la population du royaume asturien, de ce royaume asturien qui ne possédait point de noblesse puissante, descendirent joyeusement pour peupler les plaines. Mais ils descendirent libres et pauvres comme ils étaient, ou affranchis par des actes royaux concédés libéralement à ceux qui venaient peupler les régions frontalières. Et avec eux, en même temps qu'eux, aussi libres et aussi pauvres qu'eux — parce qu'ils l'étaient déjà ou parce que seule la fuite leur avait donné la liberté — arrivèrent dans la vallée du Duero des milliers d'émigrants chrétiens venus du sud. Ils avaient vécu jusqu'alors sous la domination arabe, mais les persécutions religieuses et les guerres civiles qui troublaient à cette époque-là l'Espagne musulmane, les avaient poussés à abandonner leur résidence.

Mais les montagnards du nord et les chrétiens du sud n'apportaient avec eux d'ordinaire que leur famille et de pauvres effets : il n'y eut pas d'habitants à soumettre, mais il n'y eut pas non plus de colonisateurs puissants. Les documents ne laissent pas place au doute. Le nombre des défrichements et colonisations réalisés par des travailleurs serviles à travers le 9<sup>ème</sup> et le 10<sup>ème</sup> siècles est insignifiant si on le compare aux travaux menés à bien par des hommes libres avec leurs pauvres moyens. Sur la soixantaine de chartes que nous avons réussi à réunir pour étudier le repeuplement :

du royaume d'Asturie et Léon, sept seulement mentionnent que des seigneurs aient employé des serfs pour défricher les terres désertes. Et ces textes exceptionnels parlent presque tous non de la mise en valeur des plaines de Castille et de Léon, mais de la colonisation du sud de la Galice et du nord du Portugal, qui n'ont jamais été aussi complètement dépeuplés que le haut plateau central et où la noblesse galicienne, déjà en germe à cette époque, put déployer son activité colonisatrice.

Voilà pourquoi nous rencontrons au dixième siècle dans le royaume de Léon des masses innombrables de petits propriétaires libres, alors que partout ailleurs en Europe il est presque impossible d'en trouver des traces. Ils eurent à souffrir tout de suite de la constitution des privilèges et des grandes propriétés qui les absorbèrent comme de formidables ventouses. Mais ils étaient si nombreux, les rois avaient un tel besoin de leurs bras pour la guerre, qu'ils purent se défendre contre la force centralisatrice des seigneuries et s'organiser en municipalités libres sous la suzeraineté royale.

Et voilà donc une des causes, à mon avis la principale, parmi celles qui rendirent les institutions espagnoles, ou plutôt, les institutions castillanes du Moyen Age, si différentes de celles des autres peuples d'occident. La force inouïe de notre royauté, les remarquables caractéristiques de notre féodalité, l'élan initial et le développement rapide et éclatant de nos municipalités et de nos Etats Généraux; le particularisme de nos armées, avec leurs troupes considérables de chevaliers non nobles; les singularités de notre administration territoriale, de nos behetrias, et tant de caractéristiques étonnantes que présentent plusieurs de nos institutions médiévales, ont leur origine en grande partie dans ce phénomène: la naissance au dixième siècle dans l'Espagne chrétienne, d'une classe rurale de petits propriétaires libres.

Un jour viendra où je pourrai mieux montrer les rapports subtils entre le phénomène dont nous venons de nous occuper et le développement remarquable des institutions de mon pays. J'espère pouvoir vous rendre un petit service le jour où je vous ferai connaître les influences exercées sur le noyau commun de nos institutions héritées de l'antiquité romaine et germanique, par

un milieu historique tout différent du vôtre, le milieu espagnol. Cela vous permettra de comprendre, mieux que vous ne pouvez le faire aujourd'hui, quel a été le résultat de l'influence du milieu historique dans les transformations subies par la société médiévale, et de voir ce qui a survécu du noyau commun primitif.

CLAUDIO SÁNCHEZ ALBORNOZ